



**PRÉFÈTE
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 29 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LHOIST FRANCE OUEST

15 rue Henri Dagalier
38100 Grenoble

Références : 2024-090_INSP_LETEXPL_LHOIST-Torcé

Code AIOT : 0006302786

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2024 dans l'établissement LHOIST FRANCE OUEST implanté La Jametière 53270 Torcé-Viviers-en-Charnie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LHOIST FRANCE OUEST
- La Jametière 53270 Torcé-Viviers-en-Charnie
- Code AIOT : 0006302786
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une carrière de calcaire autorisée en 2022 sur une surface d'environ 102 ha (dont 45 ha d'extraction), pour une durée de 30 ans et une production max. de 800 000 t/an destinée à alimentation les usines de production de chaux et d'amendements calciques des sociétés LHOIST à Neau et PIGEON CHAUX à Vaiges. L'exploitation de cette carrière se fait en sous-traitance auprès de la société PIGEON CARRIERES.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- AN24 Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Zone humide	AP de Mise en Demeure du 06/12/2023, article 1	Demande d'action corrective	1 mois
2	Création de mares	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 3.3.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Protection de la ressource en eaux et des milieux aquatiques	AP de Mise en Demeure du 06/12/2023, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Protection de la ressource en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 6.2.2 (partiel)	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 6.2.6.1 (partiel)	Demande d'action corrective	6 mois
9	Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques	AP de Mise en Demeure du 06/12/2023, article 1	Demande d'action corrective	2 mois
10	Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques	AP de Mise en Demeure du 06/12/2023, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
17	Protection de la ressource en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 2.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques	AP de Mise en Demeure du 06/12/2023, article 1	Levée de mise en demeure
6	Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques	AP de Mise en Demeure du 06/12/2023, article 1	Levée de mise en demeure
7	Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques	AP de Mise en Demeure du 06/12/2023, article 1	Levée de mise en demeure
11	Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques	AP de Mise en Demeure du 06/12/2023, article 1	Levée de mise en demeure
12	Réinjection d'eau d'exhaure de la carrière dans la nappe souterraine	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 8.1.1	Sans objet
13	Réinjection d'eau d'exhaure de la carrière dans la nappe souterraine	AP de Mise en Demeure du 06/12/2023, article 1	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
14	Réinjection d'eau d'exhaure de la carrière dans la nappe souterraine	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 8.2.3.1	Sans objet
15	Réinjection d'eau d'exhaure de la carrière dans la nappe souterraine	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 8.2.4.1	Sans objet
16	Pertes karstiques au niveau du ruisseau de l'Ambriers	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 9.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté de mise en demeure du 06/12/2023, pris à la suite de la visite du 28/06/2023 de suivi de l'arrêté préfectoral du 14/12/2022, avait relevé des non-conformités dans l'application des prescriptions encadrant l'exploitation de la carrière, notamment sur le volet eau.

Cette nouvelle visite montre que de nombreux écarts sont résorbés ou en bonne voie de l'être avec l'engagement de travaux. Plusieurs prescriptions visées par la mise en demeure sont désormais satisfaisantes mais l'établissement nécessitera une nouvelle visite pour lever définitivement cet arrêté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone humide

Référence réglementaire : Arrêté de Mise en Demeure du 06/12/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité
Prescription contrôlée – La société LHOIST est mise en demeure de respecter, sous 3 mois, les dispositions de l'article 3.3.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022 en mettant en place des clôtures autant que de besoin autour des milieux à éviter, et en particulier au niveau de la zone humide de l'ordre de 3150 m ² , identifiée à l'Est du stockage de stériles Nord
Retours sur la visite du 28/06/2023 (réponse du 06/10/2023) – L'exploitant doit se mettre en conformité et assurer notamment la mise en place de la clôture commandée. En réponse à cette mise en demeure, l'exploitant indique que « <i>Selon la topographie du champ de la zone humide, nous n'avons pas mis de merlon côté Est, ni sur la partie Nord pour maintenir l'impluvium naturel. Les merlons sur la partie Sud et Ouest seront maintenus pour assurer la sécurité des engins de carrière lors des croisements pour qu'ils n'empiètent pas sur la zone humide. Des exutoires d'évacuation des eaux de ruissellement sont positionnés au niveau du merlon sur la partie sud afin de maintenir la sécurité de la piste, d'autres exutoires seront créés côté Ouest. Ce merlon permettra également de faire un piège à blocs lorsque la verse sera en phase terminale de comblement afin d'éviter le déboulement de blocs à l'intérieur de la zone humide. Pour la clôture, nous allons l'implanter tout autour de la zone humide. Pour la partie Est de la zone humide, nous allons mettre la clôture à l'Est de la haie et du ruisseau pour faciliter l'entretien. Elle sera réalisée avec clôtures type piquets bois trois fils lisses. La clôture sera installée pour fin janvier 2024.</i> » Constats – Le zone humide est une bande de végétaux enclavée entre une haie naturelle et la piste de desserte de la verse actuellement en exploitation et du chantier de recherches archéologiques aujourd'hui achevé dont les thermes romains mis à jour seront prochainement remis en terre afin d'en assurer la conservation. Côté exploitation, la zone humide est longée par une piste dédiée aux véhicules légers et protégée par un merlon. L'exploitant a indiqué que les clôtures n'étaient pas encore posées en raison des mauvaises conditions météorologiques et du manque de disponibilité de l'intervenant, mais que les travaux de pose des clôtures étaient engagés à l'échelle du site et que celle de la zone humide seraient exécutés sous un mois. En l'état, la mise en demeure relative à la construction de la clôture de protection de la zone humide, prescrite par l'article 3.3.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022, ne peut être levée en l'absence de réalisation complète de la protection de la zone humide, mais il peut être considéré que les travaux correspondants seront achevés prochainement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Création de mares

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 3.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité
Prescription contrôlée – Mesures compensatoires : Création de mares favorables à la reproduction des amphibiens. Dès la première période favorable (allant septembre et janvier) suivant la notification du présent arrêté, pour compenser les impacts résiduels sur les amphibiens, dix mares de 50 m ² sont créées au Sud-Ouest du site, en pied du merlon Sud et avant tout comblement des bassins actuels (cf. § mesure de réduction R1) qui sont fréquentés par ces espèces. Une autre mare sera créée au Nord-Ouest du site, au niveau des 3 bassins des eaux d'exhaure, alimentée par des surverses des eaux

d'exhaure. [...]

L'exploitant [...] s'assure que les mares créées sont suffisamment alimentées en eau notamment pendant les hivers secs et met en œuvre les mesures nécessaires le cas échéant. En période de reproduction des batraciens (de janvier à juillet), l'exploitant réalise sur cet aspect un suivi des mares compensatoires toutes les 2 semaines (voire chaque semaine en période sèche) et un apport d'eau en cas de baisse du niveau.

Ces mares sont protégées par des clôtures barbelées pour éviter toutes dégradations.

Retours sur la visite du 28/06/2023 (réponse du 06/10/2023) – L'inspection des installations classées avait relevé que l'autorisation ayant été accordée le 14/12/2022, la première période favorable suivant la notification de l'autorisation ne débiterait qu'en septembre 2023 et qu'aucun comblement des bassins actuels fréquentés par des amphibiens n'avait eu lieu.

L'emplacement initialement prévu pour la création de 10 mares compensatoires favorables à la reproduction des amphibiens était inadapté. Des travaux de substitution avaient été engagés sans information préalable de l'administration, l'inspection avait alors conclu qu'un porter à connaissance (PAC) était nécessaire à la prise en compte de cette situation nouvelle qui pourrait appeler une évolution du règlement de la carrière et de la dérogation relative aux espèces protégées.

En réponse à ce constat, à la suite de cette analyse, l'exploitant a indiqué que « *Les travaux de création des mares en partie Sud de la carrière débuteront dès le début de l'année 2024, par étape, sous couvert des conseils techniques d'exécution de l'association Mayenne Environnement (MNE) pour une réalisation effective en septembre 2024. En pratique, les mares seront réalisées avec des bâches étanches pour assurer le maintien de l'eau. Il est apparu que la zone initiale dédiée aux mares ne faisait que 4 à 8 m de large, rendant difficiles des réalisations de 50 m², ce qui conduirait à devoir implanter leur clôture en dehors de la limite d'autorisation. Un PAC serait adressé pour fin novembre 2023.* »

Constats – Concernant les compensations favorables à la reproduction des amphibiens, une mare est fonctionnelle à proximité immédiate du poste de relevage des eaux de réinjection, secteur Nord-Ouest. Elle est clôturée, potentiellement réalimentée par l'exhaure et deux taxons ont été vus pendant la visite. L'exploitant indique avoir utilisé des argiles de la carrière pour la construire, et malgré leur bon coefficient de perméabilité mesuré à 1.10⁻¹¹ m/s, a dû s'y reprendre à 3 reprises pour obtenir un résultat satisfaisant (leur maintien en eau).

7 autres mares sont actuellement construites à l'extérieur du périmètre de la carrière mais sur des propriétés foncières de la société LHOIST. Elles sont réalisées en collaboration avec l'association MNE.

En l'état, l'écart relatif à la réalisation des mesures compensatoires favorables aux batraciens, prescrite à l'article 3.3.3 de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022, ne peut être levé en l'absence de clôtures et de PAC adressé au préfet, mais il peut être considéré que les travaux correspondants sont largement avancés avec l'aide de MNE et seront effectifs avant la suppression des bassins actuellement occupés par les batraciens.

L'inspection des installations classées a demandé que le rapport de visite de la DDT, réalisé au titre de son arrêté du 15/06/2022, et sa réponse à la lettre de suites lui soient adressés pour information.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Protection de la ressource en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté de Mise en Demeure du 06/12/2023, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Principes généraux

Prescriptions contrôlées – La société LHOIST est mise en demeure de respecter, sous 1 mois, les dispositions de l'article 6.2.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022 en procédant à l'entretien des rétentions, en particulier au nettoyage de celles de l'atelier sous les fûts d'huiles.

La société LHOIST est mise en demeure de respecter, sous 3 mois, les dispositions de l'article 6.2.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022 en mettant en conformité les têtes des piézomètres avec l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant notamment les prescriptions générales applicables à ce type d'ouvrage.

La société LHOIST est mise en demeure de respecter, sous 6 mois, les dispositions de l'article 6.2.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022 en limitant les arrivées d'eaux de ruissellement pluviales vers les réseaux de collecte d'effluents susceptibles d'être pollués au niveau de l'aire de ravitaillement.

Retours sur la visite du 28/06/2023 (réponse du 06/10/2023) – En réponse à cette mise en demeure, l'exploitant indique que « l'entreprise Pigeon Carrières va nettoyer les bacs de rétention, enlever les cuves d'huiles de vidange usagées et remettre à propre la dalle sous l'appentis avant fin novembre 2023 (constats de salissures et de présence de produits absorbants dans les cuvettes de rétention). Des travaux sont d'ores-et-déjà engagés avec l'évacuation de l'ancienne cuve d'hydrocarbures.

Concernant les piézomètres, l'exploitant liste les travaux faits ou programmés dont la tête du PZ1 refaite provisoirement, le couvercle du NPZ6 rebouché, les ouvrages à repérer à la peinture métallique, toutes les margelles à réaliser (sauf NPZI, NPZ2 et PZ2bis aux normes) et les têtes des piézomètres [PZ5 et PZI] manquantes à poser pour la fin d'année 2023 (les non-conformités observées sur les 11 piézomètres suivis concernaient l'absence de margelle, la présence de margelles de dimensions non conformes, des têtes de piézomètres non conforme en hauteur, un capot de fermeture troué, les têtes de PZ1 et PZ5 suite à un débroussaillage, aucun ouvrage identifié).

L'exploitant indique avoir programmé les travaux de construction d'un caniveau et ses bordures en mars 2024 (limitation des arrivées d'eaux pluviales). »

Constats – La zone technique dispose d'une aire de lavage utilisée pour le nettoyage extérieur des engins de chantier, une aire de distribution des carburants des engins roulants, un stockage des hydrocarbures et de leurs déchets, un atelier de maintenance et des zones extérieures de stockages des déchets comprenant 2 bennes et un parc à ferrailles. Comme indiqué par l'exploitant, cette zone est principalement utilisée par la société PIGEON CARRIERES en tant que sous-traitant de l'exploitation de la carrière de « La Jametière ».

La visite a montré que les principaux stockages d'hydrocarbures sont en rétention, soit sur des capacités spécifiques, soit en réservoir double peau et que les stocks comme l'AdBlue sont placés sur une zone étanche raccordée en point bas à un séparateur d'hydrocarbures.

Ces surfaces sont entretenues et les salissures constatées au cours de la visite du 28/06/2023 ont été nettoyées. Les bacs de rétention ont été vidangés et les traces grasses constatées en fond de bacs attestent de leur étanchéité et de leur capacité à collecter les égouttures. **Ces constats permettent de lever la mise en demeure visée au premier paragraphe de ce point de contrôle.**

Globalement, l'intégralité de cette zone technique permet de contenir les pollutions susceptibles d'apparaître (égouttures, rinçages météoriques, pertes d'un contenant d'hydrocarbures), de les canaliser en son point bas et de les traiter ou contenir dans le séparateur d'hydrocarbures installé en sortie de la plate-forme, ceci en raison de la construction de bordures périphériques (réalisation février 2024). A rappeler que les opérations de ravitaillement en carburant des engins sur roues sont réalisées par des prestataires extérieurs qui se déplacent périodiquement. **Ces constats permettent de lever la mise en demeure visée au troisième paragraphe de ce point de contrôle.**

Bien que conforme aux dispositions prescrites, cette zone est apparue encombrée de pierres et de poussières ramenées par la circulation des véhicules à laver ou à remplir de carburant, ce qui tend à accroître son encrassement et, de facto, celui du séparateur d'hydrocarbures associé. **L'inspection des installations classées recommande à l'exploitant d'examiner les solutions techniques susceptibles de réduire cet encrassement.**

Pour ce qui est du parc à déchets, les ferrailles vues font suites à des travaux de réfection du circuit primaire et seront à court terme évacuées. Par contre, la benne dite « bois et DIB » stocke, en mélange et sans protection des eaux météoriques, du bois, cartons, plastiques, divers..., ce qui ne répond pas aux consignes de tri actuellement en vigueur dont l'objectif est d'améliorer la valorisation des matières collectées. La société PIGEON CARRIERES, ayant reconnu cette situation non satisfaisante, indique avoir engagé une révision de son marché de traitement des déchets, **l'inspection des installations classées l'informe que des améliorations substantielles de traitements de ces déchets sont attendues et qu'un tel constat ne pourra pas rester à l'état d'observation lors**

de la prochaine visite. Un plan d'actions est attendu en retour de ce rapport.

Les travaux, retardés par les conditions météorologiques, ont été engagés afin de remettre en état les têtes de piézomètres qui seront par la suite repérées. Ces réparations sont en cours d'achèvement dont la réfection d'un certain nombre de margelles de protection. **Les propositions de l'exploitant n'appellent pas d'observation mais la mise en demeure relative à la conformité des têtes de piézomètres, prescrite à l'article 6.2.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022, ne peut être levée tant que les travaux de remise en état de la totalité des têtes de tous les piézomètres ne sont pas réalisés. Il peut toutefois être considéré que les travaux correspondants seront achevés prochainement.**

L'inspection des installations classées a demandé que le bon de commande des margelles de protection des têtes de piézomètres lui soit communiqué.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Protection de la ressource en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 6.2.2 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Alimentation en eau

Prescriptions contrôlées – [...] L'exploitant réalise une étude technico-économique visant à supprimer l'usage d'eau potable dans les installations. L'étude examine pour chacun des usages de l'eau la possibilité d'y substituer de l'eau provenant du site, elle évalue les dispositions à mettre en place dans ce but, leur coût, et indique les dispositions retenues. Elle propose un échéancier de mise en œuvre ne dépassant pas 2 années.

Cette étude technico-économique examine également la possibilité de mettre en œuvre des dispositifs d'arrosage fixes au niveau des secteurs les plus générateurs d'émissions de poussières (notamment les pistes et les aires de manœuvre et de circulation les plus fréquentées). Elle identifie les secteurs concernés et évalue les dispositions à mettre en place dans ce but, leur coût, et indique les dispositions retenues. Elle propose un échéancier de mise en œuvre ne dépassant pas 2 années [...]

Retours sur la visite du 28/06/2023 (réponse du 06/10/2023) – L'exploitant doit se mettre en conformité en prenant les dispositions nécessaires pour justifier des volumes d'eau destinés au lavage des matériaux et en complétant l'étude technico-économique avec l'ensemble des éléments prescrits.

En réponse à cet écart, l'exploitant indique que « *Le débitmètre du lavage des matériaux a été installé en septembre 2023 et que les premières mesures ont été transmises.*

L'installation prévue pour l'arrosage des installations avec de l'eau d'exhaure prévoit bien la présence de raccord en « Te » pour diriger les eaux également vers la piste principale pour un possible arrosage fixe futur de la piste de roulage. A ce jour, les secteurs les plus générateurs d'émissions de poussières, notamment pistes et les aires de manœuvre et de circulation les plus fréquentées, sont traitées à l'aide d'une cuve à eau mobile lorsque cela est nécessaire. Cette mesure nous permet d'être conforme sur l'ensemble de la carrière, notamment la piste de découverte (Sud). »

Constats – Tous les usages d'eaux dans la carrière sont satisfaits par des prélèvements faits dans les exhaures et les eaux de ruissellements collectées dans la fosse d'extraction sauf le rabattement des poussières du primaire encore alimenté par le réseau d'adduction public. En 2022, ce dernier représentait environ 3 000 m³ (soit 12 m³/j en moyenne) duquel il convient de soustraire les consommations sanitaires estimées à près de 400 m³/an.

La suppression de ce prélèvement est retardée, notamment par le manque de disponibilité de l'intervenant, la société FELDAS MASSON, spécialisée dans les réseaux d'eaux potables.

En l'état, l'écart relatif à la conformité des têtes de piézomètres, prescrite à l'article 6.2.2 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022, ne peut être levé tant que les travaux de suppression de l'alimentation du rabattement de poussières du primaire à partir du réseau d'adduction public

n'est pas réalisé, mais il peut être considéré que les travaux correspondants sont bien avancés avec la pose des débitmètres sur les autres postes de consommation et l'exécution prochaine du bon de commande relatif à ces travaux.

L'inspection des installations classées a demandé que le bon de commande relatif aux travaux de suppression de ce prélèvement d'eau potable lui soit communiqué.

A noter une bonne pratique avec la supervision des débitmètres à distance, un logiciel dédié de FELDAS MASSON que LHOIST a entrepris de modifier avec le soutien de la start-up SCORP.IO afin d'intégrer le suivi des consommations à son logiciel d'hypervision (projet en cours de développement pour l'ensemble des sites LHOIST), ce qui améliorera la réactivité de l'exploitant en tant que de besoin.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté de Mise en Demeure du 06/12/2023, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements

Prescriptions contrôlées – La société LHOIST est mise en demeure de respecter, sous 3 mois, les dispositions de l'article 6.2.3 de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022 en complétant les dispositifs de suivis des volumes d'eau pour pouvoir assurer un suivi qui permette explicitement de connaître les volumes d'eau prélevés tous les mois

Retours sur la visite du 28/06/2023 (réponse du 06/10/2023) – L'exploitant doit mettre en place des dispositifs de mesure totalisateurs des quantités d'eaux soutirées sur chacun des points de prélèvements, procéder aux relevés périodiques des consommations, notamment des exhaures, et protéger les eaux d'eaux potables par des dispositifs de disconnexion.

En complément de sa réponse produite pour le point de contrôle précédent, relative à l'installation d'un débitmètre sur le prélèvement des eaux de lavage des matériaux, l'exploitant indique que « l'installation des débitmètres au niveau du bassin faucon (bassin d'alimentation de la réinjection) est réalisée et leur mise en service électrique est prévue pour fin d'année 2023.

Après les travaux du projet d'arrosage des installations en eaux d'exhaure, l'exploitant prévoit d'isoler l'ancienne tuyauterie d'eau potable avec test d'étanchéité ou clapet anti-retour, ce qui l'amènera à modifier le tableau de suivi des compteurs pour faire apparaître des volumes d'eau en m³ pour fin octobre 2023. »

Constats – L'inspection a montré que la totalité des dispositifs de mesures des consommations et des restitutions d'eaux dans la carrière, notamment des débitmètres, est effective. Seul l'arrosage des pistes est réalisée à la tonne à eau, prélevé dans le rejet d'exhaures, dont les passages sont comptabilisés sur un registre tenu à jour par les chauffeurs (consommation limitée).

A noter que malgré l'installation de débitmètres totalisateurs, l'exploitant maintient en service le canal venturi, anciennement utilisé mesurer les exhaures restituées au milieu naturel.

Par ailleurs, l'exploitant considère que la conception et l'absence de liaison entre les réseaux d'eau jouent le rôle d'un dispositif anti-retour d'eaux polluées vers le réseau d'adduction public.

En l'état, la mise en demeure relative à la conformité des mesures des eaux consommées et restituées et à l'impossibilité de retour d'eau dans le réseau public, prescrite à l'article 6.2.3 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022, peut être levée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans suite

N° 6 : Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté de Mise en Demeure du 06/12/2023, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des circuits des eaux
Prescriptions contrôlées – La société LHOIST est mise en demeure de respecter, sous 1 mois, les dispositions de l'article 6.2.4 de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022 en mettant à jour un plan ou schéma présentant les circuits des eaux dans la carrière pour permettre d'identifier jusqu'au point de rejet, les différents équipements présents sur les circuits des eaux
<p>Retours sur la visite du 28/06/2023 (réponse du 06/10/2023) – Un plan ou schéma présentant les circuits des eaux doit être mis à jour et permettre d'identifier jusqu'au point de rejet, les différents équipements présents sur les circuits des eaux.</p> <p>En réponse à cette mise en demeure, l'exploitant indique que « <i>L'échelle de la vue d'ensemble de la carrière ne permet pas de signaler tous les dispositifs (vannes, pompes...) sans rendre le plan illisible. Un plan général avec zooms adéquats sur l'ensemble du circuit des eaux sera communiqué fin décembre 2023</i> ».</p> <p>Dans son rapport d'avancement du 19/01/2024 relatif à la prise en compte des dispositions de l'arrêté référencé, l'exploitant a complété les schémas de principe déjà transmis à l'inspection par des prises de vues aériennes accompagnés de zooms.</p> <p>Constats – L'importance de l'implantation géographique de la carrière rend effectivement illisible une présentation classique des circuits des eaux, notamment lorsqu'il s'agit de faire apparaître les équipements liés à sa gestion comme les débitmètres. Le principe de représentation proposé par l'exploitant est celui d'un schéma fonctionnel en lien avec un plan général accompagné de zooms spécifiques relatifs aux différents points d'intérêts des circuits.</p> <p>En l'état, la mise en demeure relative à la mise à jour de plans et schémas de présentation des circuits des eaux, prescrite à l'article 6.2.4 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022, peut être levée.</p> <p>Il est noté que l'exploitant conserve l'historique (schémas et plans) des mises à jour faites au fur et à mesure de l'exécution des travaux de mise en conformité et transmettra un plan d'ensemble à une échelle supérieure au format de travail A3 actuellement utilisé dès leur achèvement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans suite

N° 7 : Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté de Mise en Demeure du 06/12/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescriptions contrôlées – La société LHOIST est mise en demeure de respecter, sous 2 mois, les dispositions de l'article 6.2.5 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022 en procédant à l'entretien des rétentions en particulier au nettoyage de celles de l'atelier qui isolent les fûts d'huiles
<p>Retours sur la visite du 28/06/2023 (réponse du 06/10/2023) – L'exploitant doit mettre en conformité l'aire de ravitaillement et de lavage des engins de chantier ainsi que le stockage de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols. La rétention sous les fûts dans l'atelier doit être nettoyée.</p> <p>Dans son rapport d'avancement du 19/01/2024 relatif à la prise en compte des dispositions de l'arrêté référencé, l'exploitant a présenté les photos de réalisation les travaux de nettoyage entrepris, de mise en rétention des hydrocarbures et d'entreposage des déchets dangereux en attente d'enlèvement ainsi que le rapport d'intervention du 18/07/2023 de la société spécialisée LEVRARD. L'exploitant a également précisé, planches photographiques à l'appui, que la cuve de vidange obsolète de récupération des huiles usagées avait été évacuée et remplacée par une cuve double peau, installée sous l'abri nettoyé.</p> <p>Les autres éléments de réponse à cette mise en demeure relatifs aux engins roulants figurent au point de contrôle n° 3 ci-avant.</p> <p>Constats – Pour ce qui concerne les engins à chenilles (3 chargeuses, 1 pelle et 1 foreuse), qui restent en fond de fouille au plus près des fronts de taille, l'exploitant a déclaré mettre en place</p>

des zones délimitées de ravitaillement qui seront équipées de rétentions mobiles (REX des inspections des carrières de La Gare et Geslin d'avril 2024).

L'exploitant a procédé à la vérification et, au besoin, la mise en place de kits d'intervention (dépollution) dans chaque engin et véhicule de la carrière, le cas échéant, mis à disposition dans un local technique le plus proche du chantier en cas d'impossibilité de les installer dans les véhicules. 2 kits ont également été ajoutés en fond de carrière (vu pendant l'inspection) et auprès du bassin de réinjection, ce qui constitue une bonne pratique.

En l'état, la mise en demeure relative à la prévention des pollutions par les hydrocarbures lors des opérations de ravitaillement, prescrite à l'article 6.2.5 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022, peut être levée.

L'inspection des installations classées a demandé qu'un exemplaire de la procédure de ravitaillement des engins lui soit communiqué, pour information.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans suite

N° 8 : Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 6.2.6.1 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux – Dispositions générales

Prescriptions contrôlées – [...] Les eaux de lavage des matériaux (eaux de procédé), sont utilisées en circuit fermé. L'installation de lavage des matériaux (traitement tertiaire) est alimentée en eau par pompage dans un bassin d'eau claire d'une capacité adaptée implantée au Sud-Est de la plateforme des installations de traitement des matériaux. Les eaux chargées après utilisation dans l'installation de traitement sont ensuite dirigées vers deux bassins de décantation successifs de capacités adaptées. Les eaux décantées sortant de ces bassins sont ensuite renvoyées vers le bassin d'eau claire. Il n'existe pas de rejet en fonctionnement normal des installations. Le bassin d'eau claire dispose néanmoins d'un trop plein d'orage équipé d'un dispositif de déshuilage des eaux rejetées [...]

Retours sur la visite du 28/06/2023 (réponse du 06/10/2023) – L'exploitant doit apporter des explications concernant la gestion du trop-plein d'orage équipé d'un dispositif de déshuilage des eaux rejetées, prescrit au niveau du bassin d'eau claire. Le cas échéant, une mise en conformité doit être effectuée. Il n'y a pas de rejet des eaux de procédé toutefois, un curage des 2 premiers bassins de décantation semble souhaitable pour améliorer la décantation et restaurer la capacité utile des bassins.

En réponse à ce constat, l'exploitant indique qu'« *il va vérifier l'étanchéité de la vanne du trop-plein d'orage pour fin novembre 2023 et l'équiper d'un déshuileur. L'exploitant précise également que le curage des bassins est réalisé régulièrement, tous les deux mois voir mensuellement selon l'activité du lavage de pierres. Le dernier curage date du 21/08/2023* ».

Constats – Le bassin d'eaux claires de la station de lavage des matériaux dispose effectivement d'une possibilité d'évacuer un trop plein éventuel d'eaux malgré la régulation des appoints (imposée par l'évaporation et les entraînements) alimentée par l'exhaure pilotée par la sonde de niveau de l'ouvrage. L'exploitant indique que ce trop-plein est équipé d'une vanne fermée en permanence et que son exutoire débouche dans un bassin de 150 m² (estimé à 300 m³), qui collecte également les évacuations d'eaux sanitaires traitées.

L'exploitant s'interroge sur la nécessité d'installer un déshuileur en sa sortie en l'absence de collecte d'eaux météoriques sur des zones imperméabilisées et même de conserver cette fonction de secours.

Concernant le séparateur d'hydrocarbures prévu par le règlement du site, il appartient à l'exploitant de présenter un PAC accompagné des justificatifs correspondants s'il souhaite voir modifier cette prescription.

Concernant l'éventuelle suppression du trop-plein, s'agissant d'une fonction de sécurité, l'exploitant doit s'assurer au préalable que le volume libre en toutes circonstances dans la station de lavage est capable de contenir la totalité des excédents que le trop-plein a pour fonction

d'évacuer, notamment la pluie décennale du bassin versant capté. Par ailleurs, en cas de maintien de cette fonction, l'exploitant doit assurer la mise en œuvre de la vanne en cas de nécessité. Un PAC est également nécessaire pour le supprimer.

En l'état, l'écart relatif à la gestion du trop-plein du bassin d'eaux claires de la station de lavage des matériaux, prescrite à l'article 6.2.6.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022, ne peut être levé tant que l'exploitant n'a pas réévalué son usage et, le cas échéant, procédé aux vérifications évoquées et réalisé les travaux correspondants.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté de Mise en Demeure du 06/12/2023, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux – Points de rejets (hors réinjection)

Prescriptions contrôlées – La société LHOIST est mise en demeure de respecter, sous 2 mois, les dispositions de l'article 6.2.7.1 de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022 en mettant son circuit des eaux en conformité avec l'autorisation d'exploiter en supprimant le rejet "secondaire" à l'extérieur des eaux provenant des rotoluves. Le cas échéant, l'exploitant porte à la connaissance du préfet les évolutions par rapport au dossier initial avec les éléments d'appréciation (les conditions de pompages, traitement, rejet, suivi...) conformément à l'article 1.4.2 de l'arrêté du 14/12/2022 susvisé (cf. articles 6.2.4 et 6.2.7.1)

Retours sur la visite du 28/06/2023 (réponse du 06/10/2023) – En réponse à cette mise en demeure, l'exploitant indique qu'« un PAC sera prochainement transmis en lien avec la réponse faite au point de contrôle n° 6, relatif à la mise à jour du plan de gestion des eaux ».

Dans son rapport d'avancement du 19/01/2024 relatif à la prise en compte des dispositions de l'arrêté référencé, l'exploitant indique que « les travaux de mise en place d'un déshuileur pour traiter les eaux du rotoluve seront réalisés au cours de l'année 2024. »

Constats – Le rotoluve fonctionne également en circuit fermé mais dispose d'un trop-plein qu se déverse dans un bassin de décantation sans équipement de traitement des hydrocarbures. Par conséquent, la proposition de l'exploitant n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

En l'état, la mise en demeure relative à l'installation du déshuileur en sortie du bassin de décantation du trop-plein du rotoluve, prescrite à l'article 6.2.7.1 de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022, ne peut pas être levée tant que le séparateur d'hydrocarbures n'est pas installé.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté de Mise en Demeure du 06/12/2023, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

Prescriptions contrôlées – La société LHOIST est mise en demeure de respecter, sous 1 mois, les dispositions de l'article 6.2.9.2 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022 en corrigeant les résultats de ses tableaux de suivis de niveaux d'eau et en confirmant que ces niveaux sont bien exprimés en m NGF

Retours sur la visite du 28/06/2023 (réponse du 06/10/2023) – L'exploitant doit se mettre en conformité en effectuant les suivis du niveau d'eau dans les puits (P15, P21, P73, P87 et P92) où une surveillance est prescrite. Il doit corriger les résultats dans son tableau de suivi et confirmer que les niveaux d'eau sont bien exprimés en m NGF et réaliser l'analyse annuelle à venir en période de

basses eaux dans tous les piézomètres concernés (pH, température, MEST, DCO, nitrates et hydrocarbures) pour laquelle elle est prescrite (notamment PZ2 (devenu PZ2 bis), Npz1 et Npz2).

En réponse à cette mise en demeure, l'exploitant indique que « *Les mesures de niveau d'eau seront transmises fin octobre 2023 pour les puits P15 et P73/87 (nommé différemment selon les plans). Les puits suivants sont introuvables P21, P73 et P15/38 et le puits P92 présente un risque de chute (cuvelage en mauvais état), n'est pas accessible et son fond n'est pas sondable. En conséquence, l'exploitant propose de réaliser des forages de profondeur équivalente (20 m) dans un rayon de 20 m autour du puits positionnés sur plan (réalisation 2024).*

Le tableau de suivi sera corrigé et les niveaux en m NGF seront précisés pour fin octobre 2023.

Les analyses de qualité des eaux dans les piézomètres ont été réalisées le 05/09/23 lors de la période des basses eaux par l'entreprise GEO+ ENVIRONNEMENT. »

Dans son rapport d'avancement du 19/01/2024 relatif au suivi des piézomètres et des puits, l'exploitant confirme que « *les mesures de niveaux d'eau sont exprimées en m NGF et s'engage à refaire les puits 21 et 73 restés introuvables dès que possible dans le courant de l'année 2024. Pour le puits 87, la trappe très lourde est inadaptée à la prise de mesure, un devis est attendu pour faire un trou dans la dalle et installer un clapet de fermeture pour éviter toute pollution. Les travaux seront réalisés fin février 2024.*

Le puits 92 est toujours à sec et en mauvais état. »

Constats – L'exploitant a transmis les résultats de la première campagne d'analyse des eaux souterraines et de réinjection qui montrent des mesures satisfaisantes pour l'ensemble des paramètres à surveiller.

L'exploitant a indiqué que les puits P21 et P73 pourraient être remplacés par les puits P20 et P143 sous réserve d'un avis favorable de l'hydrogéologue et de l'autorisation de l'agriculteur exploitant du terrain sur lequel ils sont implantés.

Les propositions de remplacement des piézomètres défectueux ou perdus n'appellent pas d'observation. Toutefois, la mise en demeure relative au suivi des niveaux des eaux souterraines, prescrit à l'article 6.2.9.2 de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022, ne peut pas être levée tant que la totalité des piézomètres et puits, en nombre comme en positionnement, n'est pas effective.

L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de lui transmettre, pour information, l'avis de l'hydrogéologue relatif à l'utilisation des puits P20 et P143 et substitution des P21 et P73 ainsi que l'autorisation de l'agriculteur.

Pour éviter la persistance de confusion dans la nomination des puits selon les documents utilisés, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de procéder à une mise à jour de l'ensemble des documents (table de nomination des puits).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Protection de la ressource en eaux et protection des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté de Mise en Demeure du 06/12/2023, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Volumes d'eaux

Prescriptions contrôlées – La société LHOIST est mise en demeure de respecter, sous 3 mois, les dispositions de l'article 6.2.9.3 de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022 en mettant en place des dispositions et/ou équipements adaptés pour connaître chacun des volumes d'eaux pompées dans la carrière et leurs destinations (usages, rejets), pour chaque mois

Retours sur la visite du 28/06/2023 (réponse du 06/10/2023) – En réponse à cette mise en demeure, l'exploitant indique que « *Le débitmètre du lavage des matériaux a été installé le 13/09/2023. Les premières mesures sont transmises. L'installation des débitmètres au niveau du bassin faucon (réinjection pour la régie des eaux) est réalisée et la mise en service électrique est prévue pour fin d'année 2023.*

Le projet d'arrosage pour rabattre les poussières avec des eaux d'exhaures dans les installations

(sujet environnement/sécurité –) prévoit un débitmètre de consommation.

Concernant les volumes d'eaux utilisés pour l'arrosage des pistes (sécurité et environnement – rabattement des poussières) via la tonne à eau sont comptabilisés de manière quotidienne en nombre de rotation par le chauffeur. »

Constats – Les éléments de réponse à cette mise en demeure relatifs aux engins roulants figurent au point de contrôle n° 5 ci-avant.

Par ailleurs, l'exploitant procède au relevé périodique des prélèvements d'eau (en m³). La synthèse de ces relevés devra figurer dans le rapport annuel d'activités.

En l'état, la mise en demeure relative à la conformité des mesures des eaux consommées et restituées et à l'impossibilité de retour d'eau dans le réseau public, prescrite à l'article 6.2.9.3 de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022, peut être levée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans suite

N° 12 : Réinjection d'eau d'exhaure de la carrière dans la nappe souterraine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 8.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Principe général

Prescriptions contrôlées – Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant actualise sa convention de réinjection avec le gestionnaire du captage d'eau potable de la Houlberdière afin d'organiser les procédures de suivis et d'interventions.

Sous réserve de cette actualisation, une partie des eaux d'exhaure de la carrière est restituée dans la même nappe à près de 2 km en son aval hydraulique, afin de pérenniser la production d'eau potable du captage de la Houlberdière.

Retours sur la visite du 28/06/2023 (réponse du 06/10/2023) – Bien que la collaboration soit réelle et continue avec le gestionnaire du captage d'eau potable, l'exploitant doit se mettre en conformité et actualiser sa convention avec ce dernier.

En réponse à l'absence de convention relevé lors la visite du 28/06/2023, l'exploitant a transmis la convention a été signée le 15/09/23.

Constats – En l'état, l'écart relatif à l'actualisation de la convention de cession des eaux d'exhaures au gestionnaire du captage de la Houlberdière, prescrite à l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022, peut être levé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans suite

N° 13 : Réinjection d'eau d'exhaure de la carrière dans la nappe souterraine

Référence réglementaire : Arrêté de Mise en Demeure du 06/12/2023, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des dispositifs

Prescriptions contrôlées – La société LHOIST est mise en demeure de respecter, sous 2 mois, les dispositions de l'article 8.1.3 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022 en mettant en place le turbidimètre prévu et en assurant le suivi continu de la turbidité de l'eau réinjectée près du captage d'eau potable

Retours sur la visite du 28/06/2023 (réponse du 06/10/2023) – L'exploitant doit se mettre en conformité en vérifiant mensuellement la bonne fermeture de la vanne de sectionnement au niveau de la canalisation de transfert de l'eau vers le point de réinjection et en mettant en place le turbidimètre prévu.

En réponse à cette mise en demeure, l'exploitant indique que « La vanne automatique et la vanne manuelle seront vérifiées tous les mois. Les arrêts d'urgence de la vanne et des pompes seront vérifiés semestriellement par un électricien. Le turbidimètre sera installé avant fin novembre 2023

sous réserve de la livraison à temps par le fournisseur. »

Dans son rapport d'avancement du 19/01/2024, l'exploitant confirme la mise en place de l'appareillage et du suivi de la turbidité.

Constats – Le turbidimètre a été vu pendant l'inspection, en même temps que la sonde de mesure des hydrocarbures, et le suivi de ce paramètre a été présenté dans le rapport d'avancement du 19/01/2024 qui précise que l'accès à la mesure de la turbidité est continu.

La vanne de sectionnement au niveau de la canalisation de transfert de l'eau vers le point de réinjection en sortie du bassin de 400 m³ a pu être manœuvrée facilement et le sens de sa fermeture est repéré sur son volant.

L'exploitant procède au contrôle de l'arrêt d'urgence (coupure de la réinjection), testé 2 fois par an en présence d'un électricien habilité pour relancer les installations mises en sécurité, et de la vanne de sectionnement testée mensuellement.

En l'état, la mise en demeure relative au suivi de la turbidité des exhaures réinjectées et au contrôle de la vanne de sectionnement, prescrits à l'article 8.1.3 de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022, peut être levée.

La calibration des sondes est réalisée une fois par an. **L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de lui transmettre, pour information, les certificats d'étalonnage du débitmètre de réinjection ainsi que des sondes de turbidité et mesure des hydrocarbures.**

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans suite

N° 14 : Réinjection d'eau d'exhaure de la carrière dans la nappe souterraine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 8.2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de l'eau réinjectée – Paramètres de surveillance

Prescriptions contrôlées – L'absence d'hydrocarbures et la turbidité sont suivies en continu par les dispositifs cités à l'article 8.1.2.

Des analyses de la qualité des eaux de réinjection sont effectuées par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement selon les paramètres fixés à l'annexe II de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine susvisé. Leurs résultats doivent respecter les valeurs fixées par ce texte.

Retours sur la visite du 28/06/2023 (réponse du 06/10/2023) – L'exploitant doit confirmer que les analyses de la qualité des eaux de réinjection sont effectuées par un organisme agréé. Par courriel du 8 août 2023, pour les substances alkylées per et polyfluorées, l'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées le détail des résultats de l'analyse pour chacune des substances.

En complément des réponses au point de contrôle précédent, l'exploitant indique que « *L'organisme agréé qui a réalisé les analyses de la qualité des eaux de réinjection est le laboratoire EUROFINS, sous-traitant de GEO+ ENVIRONNEMENT. Est jointe des attestations d'accréditation émises par le COFRAC à destination des laboratoires EUROFINS Hydrologie Ouest et Microbiologie des eaux Ouest qui précisent que ces derniers satisfont aux exigences de la norme NF EN ISO/IEC 17025 (2017) avec pour date de validité au 31/05/2028* ».

Constats – Une partie des éléments de réponse est donnée au point de contrôle n° 13 précédent.

En l'état, l'écart relatif aux compétences du laboratoire réalisant les analyses de la qualité de l'eau, prescrits à l'article 8.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022, peut être levé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans suite

N° 15 : Réinjection d'eau d'exhaure de la carrière dans la nappe souterraine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 8.2.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de l'eau de la nappe – Suivi quantitatif
<p>Prescriptions contrôlées – L'exploitant met en place un suivi quantitatif de l'impact de la réinjection au moins au niveau des ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pz3 (à proximité de la limite Nord-Ouest de la carrière, parcelle B255) ; ➤ Pz6 (à proximité de la limite Ouest de la carrière, parcelle B31) ; ➤ Npz3 (au Sud du lieu-dit Le Pressoir, sur la parcelle A66) ; ➤ Npz4 (au Nord du lieu-dit Le Pressoir, sur la parcelle A45) ; ➤ Npz5 (au niveau de l'ancienne carrière de la Houlderdière, sur la parcelle A131) ; ➤ Npz6 (au niveau du chemin d'accès au captage de la Houlderdière, sur la parcelle A537) ; ➤ Bassin (plan d'eau) dédié à la réinjection (situé dans la partie Ouest de l'excavation historique). <p>Le suivi est effectué tous les mois pendant 3 années. Ensuite, le suivi est effectué tous les trimestres pour les années suivantes. Un suivi est fait systématiquement en période de hautes eaux et en période de basses eaux.</p> <p>Le suivi peut-être adapté ultérieurement en fonction des résultats. Ce suivi consiste à un relevé des hauteurs d'eau (en m NGF) dans les ouvrages.</p> <p>Le volume d'eau réinjecté est comptabilisé par l'exploitant et relevé tous les mois.</p>
<p>Retours sur la visite du 28/06/2023 (réponse du 06/10/2023) – L'exploitant doit corriger les résultats dans son tableau de suivi et confirmer que les niveaux d'eau sont bien exprimés en mNGF.</p> <p>En réponse à cet écart, l'exploitant indique « <i>avoir corrigé les résultats dans notre tableau de suivi et préciser les niveaux en m NGF pour fin octobre 2023</i> ».</p> <p>Constats – Les éléments de réponse à cette mise en demeure relatifs au référentiel de mesure de la hauteur d'eau dans les ouvrages figurent au point de contrôle n° 10 ci-avant.</p> <p>En l'état, les écarts relatifs au suivi des volumes d'eaux réinjectées, prescrits à l'article 8.2.4.1 de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022, peuvent être levés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans suite

N° 16 : Pertes karstiques au niveau du ruisseau de l'Ambriers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 9.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance
<p>Prescriptions contrôlées – L'exploitant assure une surveillance mensuelle de l'absence de pertes (karstiques) d'eau de l'Ambriers.</p> <p>Cette surveillance visuelle est faite au moins sur la portion de l'Ambriers située entre sa confluence avec le ru de la Fertinière et la voie d'accès au lieu-dit « La Boussaie », sous réserve de l'accord des tiers pour pénétrer sur les terrains concernés. [...]</p>
<p>Retours sur la visite du 28/06/2023 (réponse du 06/10/2023) – L'exploitation doit se mettre en conformité pour pouvoir justifier de la réalisation mensuelle effective de chaque contrôle.</p> <p>En réponse à cet écart, l'exploitant a indiqué « <i>Réaliser une surveillance mensuelle de l'absence de pertes (karstiques) d'eau de l'Ambriers en même temps que celle des piézomètres et que l'enregistrement de la vérification de la présence de pertes karstiques sera transmise fin octobre 2023</i> ».</p> <p>Constats – Le registre de suivi karstique a été présenté pendant l'inspection.</p> <p>En l'état, l'écart relatif à la traçabilité du suivi karstique, prescrit à l'article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral du 28/07/2022, peut être levé.</p> <p>L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de lui transmettre, pour information, la carte de suivi des potentielles pertes karstiques.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Alimentation en eau
Prescriptions contrôlées – [...] Les eaux nécessaires au fonctionnement des installations pour le lavage des matériaux (eaux de procédé) sont uniquement des eaux non polluées collectées (ruissellement) sur le site ou des eaux d'exhaure du site [...]. Cet appoint provient d'eaux de la carrière prélevées à hauteur de 64 680 m ³ /an.
<p>Constats – L'exploitant a signalé un incident sur le circuit d'eau d'alimentation de la station de lavage des matériaux laissant apparaître une fuite affectant, a priori, la structure des bassins de décantation des eaux. Ces derniers fonctionnent en circuit fermé et font l'objet d'appoint journalier à hauteur de 720 m³.</p> <p>Cet incident, qui remonte à l'automne 2023, n'a fait l'objet d'aucun signalement à l'administration contrairement aux dispositions du Code de l'environnement, article R. 512.69.</p> <p>A dire de l'entreprise sous-traitante du lavage des matériaux, la société PIGEON CARRIERES, l'intervention d'une entreprise spécialisée a toutefois résolu l'incident. Depuis le signalement de cet incident, le 30/04/2024, l'unité de lavage est à l'arrêt à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Avant d'envisager la reprise des activités de lavage des matériaux, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de transmettre un rapport technique détaillé de l'incident et de proposer les mesures de gestion et de surveillance de cette installation qui évitent qu'un tel événement ne se reproduise.</p> <p>L'inspection des installations classées réserve les suites administratives et pénales associées à cet incident aux réponses qui seront apportées et propositions techniques faites.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Demande de justificatifs à l'exploitant
Proposition de délais : 3 jours